

Dans l'automobile.

## Quelles sont les possibilités actuelles de lutte ?

Au lendemain de la rentrée des vacances, de la réouverture des usines, des grandes usines de l'automobile surtout, l'atmosphère est plutôt froide. La masse de tracts appelant à voter *non*, sous toutes les formes, que les ouvriers accueillent assez blasés, n'y change pas grand-chose.

Trop de papiers, trop de bla-bla-bla ! C'est un peu ce que pensent les militants, ces distributeurs de tracts, conviés à déployer des efforts « *presque surhumains* » (Thorez dixit). Il faut d'ailleurs toute la « dialectique » des dirigeants, sur le pied de guerre, pour les convaincre que les ouvriers ont « soif de lecture », d'« informations », de révélations.

D'ici le 28 septembre, le ressassage des arguments démultipliés ne changera pas grand-chose au vote des ouvriers. Ceux-ci voteront *non*, surtout par sens de classe, très peu par « foi républicaine ». Sans illusions, mais on ne voit pas quoi faire d'autre...

La récession pour les uns, la crise pour les autres, est d'ailleurs là pour rendre soucieux les ouvriers et favoriser leur expectative.

Pour l'instant, rien de grave, mais partout se multiplient les indices. Renault cesse d'accroître la production de la Dauphine, réduit celle de la Frégate. Cela ne va guère mieux chez les autres « grands » de l'automobile. La masse des sous-traitants répercute la baisse des commandes. Les stocks s'élèvent.

Suivant la santé de tel ou tel type de véhicule, la marche de telle ou telle usine est plus ou moins touchée, et même tel ou tel atelier dans la même usine. Chausson est revenu à 40 heures mais Chenard fait 42 1/2, 45 et même 50 heures suivant les ateliers. Panhard fait présentement 45 heures après des oscillations entre 47 1/2 et 42 1/2.

Si la situation, quant à l'horaire de travail, n'est pas encore modifiée chez les « grands », cela n'en supprime pas pour autant la menace.

Les bureaux d'embauche se ferment. On sait ce que cela signifie. C'est ce que vient de faire Ferodq et là le patron considère qu'il y a du personnel en trop.

C'est dans ces conditions qu'a été convoquée l'assemblée des militants C.G.T. de l'automobile, rue J.-P. Timbaud, le 13 septembre, avec comme seul ordre du jour: *L'organisation de la lutte unie pour les revendications et pour le NON au référendum.*

Jamais une assemblée n'avait été aussi squelettique. Une trentaine de présents.

Personne n'est venu de Renault, Citroën ou Simca. A ce que nous savons, presque toutes les assemblées de type semblable connaissent une affluence identique, c'est-à-dire de l'*absentéisme*. Dans ces conditions, la préparation de luttes est peu probable et l'activité se résume en un élargissement de la propagande. Tout en s'associant au communiqué de l'Union des Métaux F.O. de la région parisienne, sur la nécessité d'une action revendicative, même pendant la campagne électorale, l'Union syndicale des Travailleurs de l'Automobile C.G.T. rengaie son plan de bataille. Les « diverses actions » qu'elle prévoyait dans les usines pendant la période du 15 au 28 septembre seront ajournées.

\*\*

On n'assiste pas, au moins à l'heure actuelle, à une grande offensive patronale. Renault vient de majorer les salaires de 3 % au 1<sup>er</sup> septembre. De même dans diverses petites boîtes. Tout au plus remarque-t-on un resserrement de la discipline. Au moins jusqu'au référendum cela risque de se maintenir. Le ralentissement d'activité de certaines usines favorise encore davantage l'*inégalité de conditions des ouvriers*. On peut chiffrer à 12.000 francs par mois l'écart de salaire entre l'O. S. de chez Renault et celui de Panhard, par exemple.

Cette division objective des ouvriers, autrefois entretenue par la politique des « actions particulières » ne favorise pas les actions d'envergure. Ainsi, les militants de chez Panhard constatent que les ouvriers ont plus tendance à s'en aller qu'à vouloir se battre, au moins tant qu'ils espèrent trouver de l'embauche ailleurs.

Chez Chausson, la diminution de l'horaire à 40 heures, rend plus sensible la question du chômage et incite les militants à se préoccuper de la revendication d'assurance-chômage.

Chez Renault, moins touché, la réduction des cadences de travail est très sensible aux ouvriers si l'on s'en réfère aux récents débrayages à la 4 CV. La caractéristique générale toutefois qui paraît dominer la situation dans la métallurgie, c'est le rôle défensif de l'activité syndicale. Il n'y a pas de doute, que c'est de là qu'il faut partir pour redémarrer la lutte.

Des possibilités réelles existent sur ce terrain, très favorables à la reprise de confiance des ouvriers. Quelle en est la

meilleure preuve, à ce propos, sinon l'action de ces ouvriers d'un atelier de la S.A.V.I.E.M. obtenant la réintégration d'un ouvrier algérien, licencié pour absence de 8 jours, alors qu'il se trouvait interné au Vélodrome d'Hiver ?

Tous les coups de sonde du patron doivent voir la réplique la plus vigoureuse possible des ouvriers. Aucun avertissement, aucune mise à pied, aucun licenciement sous quelque prétexte que ce soit ne doivent passer sans réaction. La libre circulation des délégués, le respect des libertés syndicales (affichage, prises de parole ou distributions de tracts entre autres à la porte des usines) doivent être vigoureusement défendus. AUCUNE EXPRESSION DES FASCISTES NE DOIT ÊTRE TOLÉRÉE dans et autour des usines. Aucune propagande pour le *oui* ne doit s'exprimer dans les ateliers, sinon cela serait le régime SIMCA pour tous. La tolérance dont certains gaullistes ont bénéficié lors d'une récente distribution aux portes de l'usine Chausson et même de Renault ne doit pas se perpétuer, sinon les ouvriers auraient le plus souverain mépris pour ceux qui ne sauraient que les saouler de bavardages.

A l'assemblée des militants C.G.T. des usines d'automobiles, il apparaît que de nombreux délégués se sont fait l'écho des préoccupations des ouvriers sur un point important: « *En cas de victoire des non nous ne voulons plus revenir à la situation d'avant le 13 mai.* »

Signalons que ce besoin de perspectives exprimé par les ouvriers généralement, est aujourd'hui assez dominant pour que les dirigeants ne puissent plus écarter le débat. Ils le font d'ailleurs presque en incorrigibles parlementaires et assurent la main sur le cœur que la victoire du NON « *ouvrira la voie au progrès social, à la paix, au désarmement, etc...* »

Comment? Les ouvriers ne les croient pas beaucoup et ricanent lorsqu'on leur fait le coup de l'éternelle « *unité qui fait des progrès* »... et de leur « *faire voir* » avec beaucoup de conviction « *le congrès socialiste, le congrès radical, l'appel des 58 de F. O., l'appel de diverses « personnalités paysannes, etc...* »

Le disque est un peu usé.

On redécouvre le programme de la C.G.T., celui qui concerne les nationalisations (de la sidérurgie notamment comme disent les tracts de la Fédération des Métaux). Il faut lancer cette idée, nous affirmera Vergonzane.

H. DUPARC.